

La naissance de l'Irak moderne, des empires vers l'indépendance

*Ces pages mettent en lumière les conditions
de la naissance de l'Irak moderne,
à travers des moments clef de ce processus,
allant de la réalité ottomane au mandat britannique,
lequel aboutit à une étrange indépendance.*

Parler de l'Irak aujourd'hui évoque dans bien des esprits renseignés l'État islamique, l'exode des chrétiens, le Kurdistan, l'Iran, les problèmes intercommunautaires ou éventuellement, Saddam Hussein. Mais la genèse en est presque toujours absente. Or, il est impossible de saisir l'originalité de cette terre sans remonter à l'origine de l'invention de l'Irak, fruit, tels les autres pays du Proche-Orient, du partage franco-anglais des décombres de l'Empire ottoman. Ces origines montrent que les crises actuelles ne sont que les échos d'une réalité ancienne. Problématique dès sa constitution, elle devait tenir compte

de moult complexités ethniques (Arabes, Kurdes ou Turkmènes), religieuses (sunnites, chiïtes, assyriens, syriaques, chaldéens ou yézidis) ou géopolitiques.

Trois provinces ottomanes Bagdad, Bassora et Mossoul

C'est au cours des XVI^e et XVII^e siècles que les territoires qui constituèrent par la suite l'Irak actuel furent progressivement incorporés dans l'Empire ottoman et constitués en provinces, avec comme chefs-lieux Bagdad, Bassora et Mossoul. Irak veut dire en arabe « fertile » ou « rive », et en persan « Iran bas ». Cette désignation fut utilisée à partir du XVIII^e siècle par les

géographes arabes pour désigner la région que les Européens dénomment « Mésopotamie ». C'était à cet endroit que les sultans ottomans faisaient face aux *shahs* safavides de la Perse.

Les trois provinces étaient dirigées par une élite militaire mamelouke. D'origine géorgienne, elle reconnaissait la suprématie du sultan et se constituait en alliée, pour la collecte des impôts ou pour faire face aux Perses. C'étaient les *pachas* (gouverneurs d'une province) qui détenaient le pouvoir. Cependant, la Sublime Porte installa ses janissaires pour s'assurer de la fidélité des mamelouks. Quant aux habitants, ils appartenaient à la diversité ethnico-religieuse (évoquée *supra*) très souvent imbriquée.

Sous les *Tanzimat*, réformes ottomanes du XIX^e siècle, les trois provinces étaient sous contrôle direct de Constantinople. Cela relativisa l'influence des familles mameloukes et permit l'émergence de nouvelles figures politiques en adéquation avec le nouvel ordre instauré par les Ottomans. Les réformes furent différentes et touchèrent à la propriété (question cruciale dans une culture largement tribale), aux usines, à l'éducation, aux communications et à la culture (publication du premier quotidien en 1869). Cela affaiblit l'autorité des tribus. Quant aux chiïtes, mal vus par les Ottomans, ils avaient leurs propres institutions

non reconnues par le Sultanat. L'autorité grandissante de la Porte n'était pas sans causer des révoltes qui étaient néanmoins toujours contenues. Des alliances complexes entre les chefs des tribus et autres dignitaires d'un côté, et l'Empire ottoman d'un autre, offraient une certaine stabilité. Avec la révolution des Jeunes-Turcs en

1908, porteuse de promesses de changements structuraux au sein de l'Empire, les trois provinces espérèrent en plus d'autonomie, voire en une décentralisation. Mais ces espoirs furent vite douchés par les Jeunes-Turcs qui adoptèrent une politique centralisatrice et œuvrèrent dans le sens d'une turquisation de l'Empire, que ce soit sur le plan de la langue et de la culture, ou de la structure et de la politique de la gouvernance, cela aux détriments des cultures et des identités, dont l'arabe. Cela provoqua des réactions allant des mouvements autonomistes aux autres indépendantistes.

C'est dans ce sillage que fut fondé le Club national scientifique à Bagdad en 1912 par un groupe d'intellectuels sun-

nites et chiïtes arabes. Il insistait sur la culture arabe et s'opposait aux Jeunes-Turcs. Très vite, les Ottomans le censurèrent. Mais comme dans d'autres entités politiques en cours de formation à cette époque, des sociétés secrètes se créèrent où se réunirent des officiers arabes de l'armée ottomane, opposés au pantur-

→ L'auteur



Antoine Fleyfel

Franco-libanais, docteur en philosophie et théologie, Antoine Fleyfel est professeur affilié à l'Université St-Joseph de Beyrouth et directeur de l'Institut chrétiens d'Orient créé en juin 2020. En 2011, il a fondé la collection Pensée religieuse et philosophique arabe qu'il dirige à L'Harmattan.

quisme et visant l'indépendance des provinces arabes. Dussent ces trois provinces ne constituer aucune unité, d'autant plus que chaque gouverneur répondait directement à la Sublime Porte, une certaine conscience commune commença à émerger, non dénuée de constructions imaginatives.

L'Empire ottoman entra en guerre en 1914 en optant pour le camp des empires centraux. En conséquence, les Britanniques occupèrent les trois provinces.

L'arrivée des Britanniques

Les Britanniques débarquèrent en Mésopotamie en octobre 1914, après le déclenchement des hostilités entre eux et les Ottomans. Ils occupèrent progressivement les trois provinces qu'ils conquièrent entièrement fin 1918. C'est à partir de ce moment que se déclencha le processus de la création de l'État irakien moderne.

Les habitants des trois provinces réagirent différemment à l'occupation britannique. À Bassora, on adopta l'accommodation, d'autant plus que les relations commerciales avec les Britanniques avaient leur histoire. Les chiïtes du centre et du bas de l'Euphrate avaient un positionnement mitigé. Une partie répondit à l'appel des Ottomans de faire le *jihad* contre les Britanniques, mais d'autres refusèrent. Pourtant, tous les chiïtes étaient hostiles aux Ottomans, en raison d'une longue histoire de discrimination et d'oppression. Avec la révolte arabe du chérif Hussein en 1916, des élites sunnites de Bagdad rejoignirent progressivement la cause arabe et se trouvèrent à des postes clef de l'armée

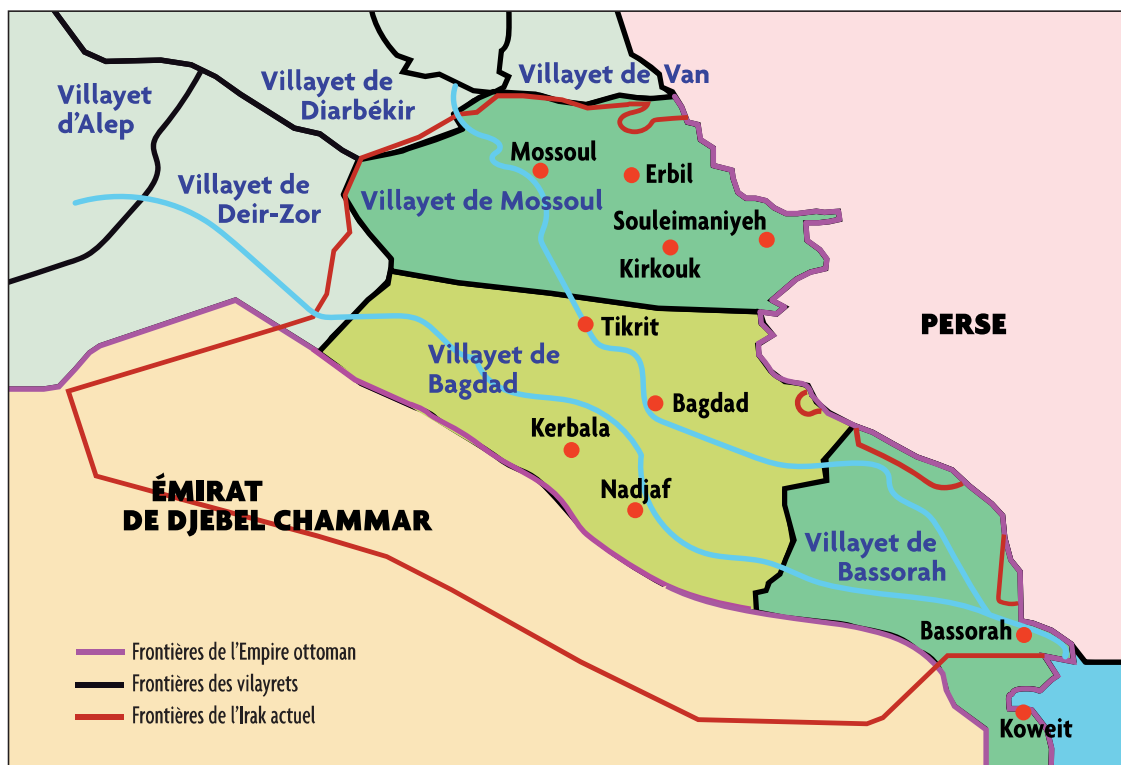
chérifienne tout en en composant le plus grand corps national. Lorsque l'émir Fayçal entra à Damas en 1918, son armée était composée en grand nombre d'hommes originaires des trois provinces. Ils l'aidèrent à établir son royaume syrien éphémère. Ces élites finirent par choisir le camp anglais.

La majorité des habitants de la Mésopotamie ne se sentaient pas concernés par le conflit entre les Britanniques et les Ottomans. Ils étaient heureux de s'en débarrasser mais avaient des appréhensions à l'égard des nouveaux venus. Les résistances ne tardèrent pas à paraître dans les milieux chiïtes. En 1917, la Société de la renaissance islamique fut fondée en secret au Najaf, regroupant notables, chefs de tribus et clergé avec comme but la défense de l'islam contre les Britanniques. Elle fut responsable de l'assassinat d'un haut responsable britannique et d'une révolte vite matée. Dans les régions kurdes, malgré un premier accueil favorable, les choses se dégradèrent rapidement. Pour cause, guidés par Cheikh Mahmoud, et forts d'un nationalisme linguistique, les Kurdes réclamèrent leur indépendance. Mais ils furent finalement contraints aux compromis avec les Britanniques.

Avec l'évolution des événements et le dévoilement à tous des accords Sykes-Picot, les officiers chérifiens (anciens fonctionnaires ottomans) qui étaient avec Fayçal à Damas créèrent un parti, *al-Ahd al-Iraki* et commencèrent à viser l'indépendance de l'Irak en 1918. Ils le conçurent à partir des trois provinces, dans le cadre d'une unité arabe, sous l'égide du chérif Hussein, et furent

nombreux à croire que les Britanniques les aideraient dans leur démarche. Mais les choses se compliquèrent rapidement en raison de la diversité des points de vue irakiens et de l'indécision des Britanniques quant à l'avenir politique des trois provinces. Cependant, ils les gouvernaient d'une manière directe, comme une seule unité administrative, en s'appuyant sur

l'Irak moderne, non celle d'une nation, mais des histoires de ces provinces qui se sont retrouvées dans une nouvelle entité à naître, où les Anglais cherchaient surtout à protéger leurs intérêts et à maintenir l'ordre. Pour ce faire, ils encouragèrent ceux qu'ils soutenaient à créer un récit national et un ordre nouveau. Pour cela, ils s'appuyèrent sur deux



leurs expériences dans les Indes et en Égypte. Cela limita la marge de manœuvre des chérifiens, qui voyaient néanmoins une alliance future avec les Britanniques comme une opportunité et la cherchèrent. Il fallut du temps pour que la nature de l'Irak fût précisée, car différentes visions, dont celle de l'intégrer dans l'Empire britannique, existaient. Bref, c'est dans le cadre de cette complexité que commence l'histoire de

groupes essentiellement sunnites : les anciens administratifs ottomans et les notables de la société, propriétaires de la terre, pour lesquels le nouvel ordre était garantie de stabilité. Quant aux chiites, kurdes et assyriens, lesquels avaient des aspirations propres, ils furent peu tolérés par les Anglais. Notons que l'Irak était composé en 1920 de plus de 50 % de chiites, de 20 % de sunnites, de 20 % de Kurdes, et de 8 % de juifs, chrétiens,

yazidis, sabéens et turkmènes. Cependant, les ministres, les hauts responsables politiques, les officiers et les forces armées étaient presque exclusivement composés de sunnites. Cela créait un déséquilibre.

L'année 1920, mandat et révolte

L'opposition contre la gouvernance britannique de l'Irak se développait, et *al-'Ahd al Iraki* proclama, à Damas, en mars 1920, l'indépendance de l'Irak, sous l'égide de l'émir Abdallah, frère de Fayçal. Un autre groupe, majoritairement chiite, Les gardiens de l'indépendance, réclama une indépendance plus représentative de la diversité sociale. Ils créèrent un climat qui favorisa l'éclatement de la révolte de 1920 contre les Anglais.

Les Britanniques obtinrent le mandat sur la Mésopotamie à la Conférence de San Remo en avril 1920 (reconnu par la SDN avec le traité de Sèvres en août 1920). Ils composèrent une gouvernance où leur était réservée la part du lion, alors que les Irakiens se trouvèrent dans des positions secondaires. Cela résulta en la création d'une coalition contre eux. À Karbala, haut lieu chiite, une *fatwa* condamna tout travail au sein de l'administration britannique. Et dans la rue, partout en Irak, ce qui ressemblait au début à des manifestations pacifiques se transforma très vite en une résistance.

De leur côté, un nombre important d'officiers chérifiens trouvèrent inutile de faire face aux Britanniques et décidèrent de s'intégrer dans les nouvelles structures de l'État naissant. Des notables et chefs de tribus des trois provinces trouvaient que les Britanniques constituaient une garantie pour leurs intérêts propres.

Ceux-là leur ayant donné un certain degré d'autonomie et leur ayant maintenu des anciens privilèges ottomans.

Face aux manifestations à Bagdad, les Britanniques réagirent violemment, ce qui poussa la résistance à s'organiser en dehors la ville. Dès mai 1920, des chefs de tribus chiites préparaient leurs actions contre les Britanniques. En juin 1920, une révolte armée éclata, soutenue par une *fatwa* chiite l'encourageant. Les autorités britanniques procédèrent à d'importantes arrestations, mais celles-ci produisirent le contraire de l'effet escompté, et la révolte s'intensifia, avec le soutien des autorités religieuses chiites et des tribus. Les Kurdes la rejoignirent aussi, mais par opportunisme. Pour les chefs des tribus, la révolte était motivée par la peur de la modification de leurs privilèges par les Britanniques.

Cependant, toutes les tribus ne rejoignirent pas la révolte, ce qui limita son étendue et permit aux forces armées britanniques de reprendre le dessus. Ils réussirent à reconquérir toutes les régions qui leur avaient échappé fin octobre 1920. Najaf et Karbala se rendirent, ce fut la fin de la révolte.

À Londres, ces événements poussèrent les responsables à réfléchir à une meilleure forme de gouvernance, plus stable. Ainsi, en novembre 1920, un gouvernement fut formé avec des représentants des trois provinces, 21 personnes, avec une prédominance sunnite, en nombre et en importance de postes. Il s'y trouvait quelques chiites et chrétiens, ainsi qu'un juif. Les chiites, déjà exclus de l'administration ottomane, et par conséquent manquant d'expérience,

n'avaient pas de hautes responsabilités. La révolte ainsi que les appréhensions des sunnites participèrent à cette situation qui s'étendit à l'armée dont les officiers étaient presque exclusivement sunnites, d'anciens militaires ottomans.

Le royaume de l'Irak

La conférence du Caire (mars 1921)

Il était regardé avec suspicion par beaucoup d'Irakiens, pour sa proximité avec les Anglais et avec les anciens officiers chérifiens, mais il se savait utile pour plus d'un bord. Sa stratégie consistait en la réalisation progressive de l'indépendance et de la cohésion des communautés, dans le cadre d'une structure unitaire respectueuse de leurs identités et intérêts.

EN CHIFFRE

Quelques dates-clés

XVI-XVII^e siècle - Rattachement à l'empire ottoman des territoires de l'actuelle Irak

XVIII^e siècle - Ces territoires sont appelés Mésopotamie

1918 - Conquête de la Mésopotamie par les Britanniques - premières velléités d'indépendance

1920 - Mandat britannique, révolte et résistance des Irakiens

1921 - Proclamation de Fayçal, roi de l'Irak

1925 - Rattachement de Mossoul à l'Irak

1932 - Adhésion de l'Irak à la SDN

proposait à Fayçal, qui avait quitté la Syrie, le trône de l'Irak. Il l'accepta avec réserve, son éviction de Damas lui rappelant à quel point il devait être prudent, d'autant plus que lorsqu'il est question de l'intérêt des empires, l'amitié n'a plus de sens. Cela fit de lui un politicien réaliste, fort de ses expériences et son caractère charmant qui l'aidèrent à établir son autorité en Irak. Des chefs irakiens étaient déjà sous son commandement lors de la révolte arabe et certains occupaient désormais des postes importants dans le nouvel État. À la suite d'un référendum, Fayçal I^{er} fut proclamé roi et intronisé le 23 août 1921.

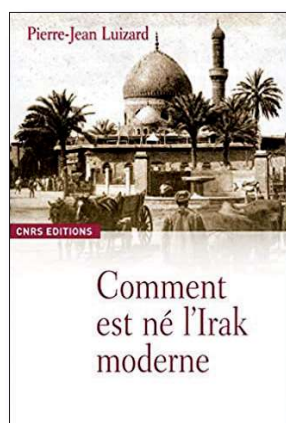
Si l'objectif de l'indépendance était largement soutenu, la cohésion posait problème à cause des anciens officiers chérifiens qui tenaient à leurs privilèges. La majorité des Irakiens étaient hostiles au mandat britannique, raison pour laquelle les Britanniques organisèrent leurs relations avec le royaume dans le cadre d'un traité revêtant les apparences de relations entre deux États souverains. Mais en réalité, les Britanniques, mandatés par la SDN, étaient supérieurs en pouvoir et en force militaire. Si le Conseil des ministres ratifia le traité en juin 1922, celui-ci fut mal reçu par la société et ses notables,

provoquant résistances et protestation. Dans ce sillage, deux partis politiques furent fondés par des laïques chiïtes, le parti patriotique (*Watani*) et le parti du réveil (*Nahda*). Ils organisèrent des manifestations et publièrent des écrits hostiles au traité. Même le roi avait des appréhensions à son égard. Il le voyait comme une manière de confirmer la domination britannique sur l'Irak. Ainsi soutint-il le mouvement contestataire, ce qui eût pu lui coûter son trône. Cependant, profitant d'une appendicite qui l'attaqua, le haut-commissaire britannique Percy Cox imposa une gouvernance directe, interdit les partis les plus radicaux, écarta des politiciens de l'opposition et bombarda les insurrections tribales. Reprenant ses fonctions en septembre 1922, Fayçal

accepta le traité qui fut signé le mois suivant. Ce traité contenait les principes du mandat qui, malgré leur proclamation de la souveraineté de l'Irak, la limitait grandement en réservant aux Britanniques le contrôle des questions financières, internationales, sécuritaires et judiciaires.

Le problème de Mossoul et l'indépendance

Victorieuse dans sa guerre contre la Grèce, la Turquie kémaliste revendiqua la province de Mossoul. Ce qui compliqua les choses au nord de l'Irak, notamment avec les Kurdes. Une déclaration irako-anglaise de décembre 1922 leur promettait un gouvernement autonome dans le cadre de l'Irak, à condition qu'ils le reconnaissent. Quatre ans plus



Comment est né l'Irak moderne

Pierre-Jean Luizard

CNRS Editions, 2009 - 566 pages, 28,81 €

Comment est-on passé de la riche et prospère Mésopotamie à l'Irak exsangue et meurtri ? Pourquoi un pays possédant autant de richesses naturelles et démographiques est-il le théâtre de tant de tragédies depuis 20 ans ?

Remontant à la création de l'Irak en 1920 par le colonisateur anglais, l'auteur s'interroge sur les origines de la "question irakienne". Il montre comment les circonstances de la fondation de cet État-nation, inspiré par la pratique européenne et imposé par la force face au projet islamique transnational des religieux, ont conduit aux nombreux conflits qui secouent cette région. Il restitue

le rôle des ayatollahs chiïtes, longtemps occulté par les historiens occidentaux aussi bien qu'irakiens, pour expliquer les actions et l'influence de cette communauté jusqu'à nos jours. Il démontre ainsi comment les turbulences de ce pays né sur les ruines de l'Empire ottoman remontent bien au-delà du régime de Saddam Hussein.

Un livre essentiel pour comprendre notre temps et les grands enjeux géopolitiques du monde arabe. Un livre d'actualité quand l'Amérique et la planète dressent le bilan des années Bush. Une réédition que l'auteur, le plus grand spécialiste de l'Irak, a voulu revue et augmentée d'une longue introduction évoquant les derniers soubresauts irakiens.

tard le projet tombait à l'eau, notamment à cause des dissensions internes kurdes. Les chiites, quant à eux, opposaient une résistance importante au nouvel État. Mais progressivement, par intérêt, et courtisés par les Anglais et le pouvoir, des responsables chiites dont des chefs de tribus, rejoignirent l'État. Ils obtinrent en retour des avantages fiscaux et 40 % des sièges parlementaires.

En juillet 1925, la SDN rejeta la demande de la Turquie et recommanda le rattachement de Mossoul à l'Irak en établissant deux conditions : que l'Irak demeurât sous mandat pour 25 ans et qu'il reconnût l'autonomie du nord kurde. La SDN demanda à la Grande-Bretagne de concrétiser cela par un nouveau traité sur 25 ans qui ne pouvait être invalidé que par

l'adhésion de l'Irak à la SDN. Les Turcs, mécontents, durent accepter, et les responsables irakiens espéraient que la Grande-Bretagne allait recommander l'Irak comme membre à la SDN. Le traité fut ratifié en janvier 1926. Dans ce sillage, des accords permirent à l'entreprise britannique *Turkish Petroleum Company* d'obtenir l'exclusivité de l'exploitation pétrolière dans tout l'Irak.

« *En juillet 1925, la SDN recommanda le rattachement de Mossoul à l'Irak en établissant deux conditions : que l'Irak demeurât sous mandat pour 25 ans et qu'il reconnût l'autonomie du nord kurde* »

En 1929, elle fut rebaptisée *Iraq Petroleum Company*. L'État irakien recevait des rentes.

En 1929, avec l'arrivée au pouvoir du *Labor*, la Grande-Bretagne annonça l'adhésion de l'Irak à la SDN en 1932. Mécontents de cette solution, les Kurdes menèrent une insurrection en réclamant l'indépendance. Elle fut matée avec l'aide de l'aviation britannique. Cependant, et en vue de la prochaine adhésion, les

droits linguistiques des Kurdes furent reconnus.

Quant aux assyriens, arrivés comme réfugiés sur le territoire de l'Irak à partir de l'Anatolie, ils voyaient en les Britanniques leurs protecteurs.

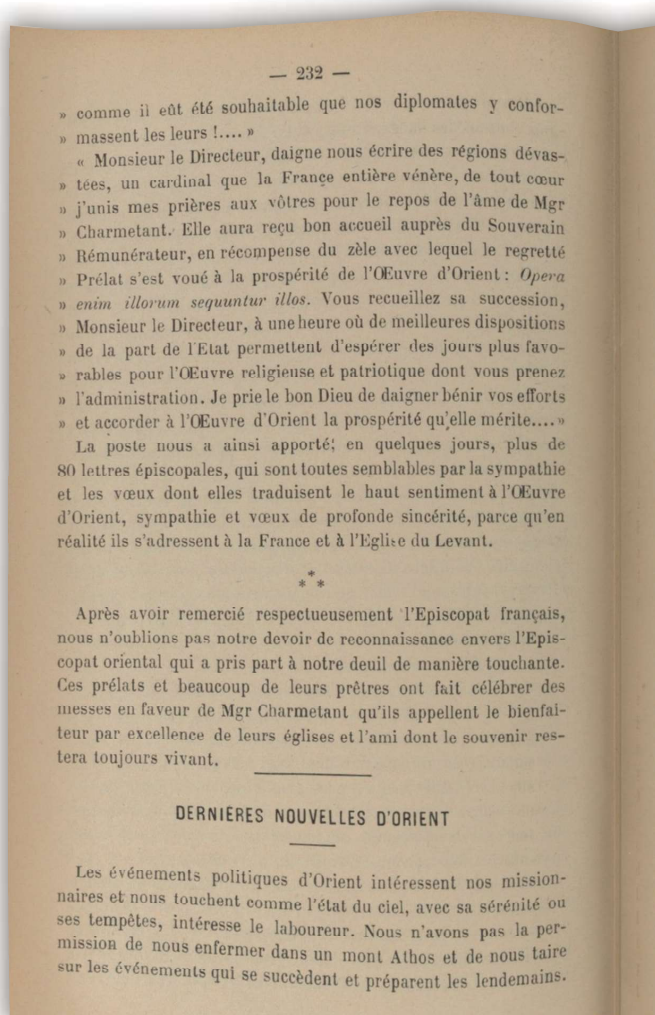
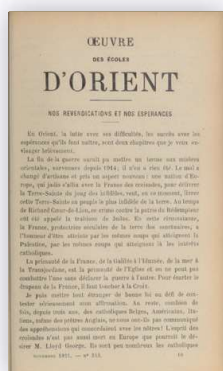
Entretien des relations troubles avec leur environnement kurde et arabe, ils se sentirent vulnérables avec l'arrivée de l'indépendance.

La SDN demanda à l'Irak des garanties

pour la protection des minorités, ainsi que de la liberté de conscience et de religion. En octobre 1932, l'adhésion de l'Irak à la SDN fut votée à l'unanimité, devenant ainsi le premier État sous mandat à accéder à l'indépendance. Celle-ci fut sans nul doute problématique, car la présence britannique était toujours aussi ostentatoire. Du chemin restait encore à faire.

... NOVEMBRE 1921

Chaque numéro, nous présentons un extrait des premiers bulletins de l'Œuvre des Écoles d'Orient qui relate un moment de la vie des chrétiens d'Orient. À retrouver sur gallica.bnf.fr



Tensions autour de la gouvernance de l'Irak

Cet extrait du bulletin de novembre 1921, signé de la plume du directeur général de l'Œuvre des Écoles d'Orient, Mgr Charles Lagier, évoque et interprète des circonstances de la naissance de l'Irak moderne.

Le contexte global de cette ancienne page du Bulletin est celui de la conférence du Caire qui se tint du 12 au 30 mars 1921, au Caire et à Jérusalem. Il s'agit d'une série de réunions secrètes tenues par des experts et des responsables britanniques

pour traiter des questions moyenne-orientales, en l'occurrence, la gouvernance de l'Irak et de la Transjordanie. La solution pour laquelle optèrent les Anglais fut une dérivée de leur alliance avec le chérif Hussein à qui ils avaient promis un royaume

Nous avons même le devoir d'en parler et surtout d'avertir quand nous sentons des dangers menaçants.

Ces semaines dernières, la Grande-Bretagne a encore précisé son gigantesque dessein de domination sur tout l'Empire ottoman (1 890 000 kilomètres carrés, plus de 3 fois l'étendue de la France), et partout, la France *papiste* — comme on dit à Londres — avec ses prédominantes hypothèques, embarrasse beaucoup les envahissements britanniques. En cette fin d'été M. Lloyd George a créé un roi de Babylone, qui ne lui coûtera qu'une mensualité de fonctionnaire britannique, un roi à ses gages, à la couronne duquel il voudrait bien donner la Mésopotamie tout entière, avec Mossoul et Bagdad. Il a choisi le bédouin Faissal dont nous pouvons dire sans exagération qu'il est l'ennemi patenté de la France, que les agitations syriennes sont son œuvre, que, par conséquent, il a les mains teintes du sang de plusieurs de nos officiers assassinés dans des embuscades. Le 22 août, le haut-commissaire britannique Percy Cox remit à Faissal un message du roi George; le suzerain de Londres, qui appelle ce bédouin : « Votre Majesté », lui adresse « de sincères félicitations » et lui propose une alliance, alliance entre le maître et l'esclave!

Dans l'Occident de la Turquie, le mal a la même couleur; là aussi l'Angleterre cherche à tracer les limites d'un nouveau royaume où le roi serait aussi bien son serviteur et son sujet. Elle l'installerait à Constantinople; il s'appellerait Constantin. Ce serait ce Constantin dont le maintien à Athènes, pendant la guerre, était un tel scandale que notre éminent homme d'Etat M. Jonnart dut aller l'en chasser solennellement.

Le temps a marché depuis la fin de la guerre et il a marché contre nous. Constantin est rentré dans ses Etats sous l'égide de M. Lloyd George, son ami. Et, qui plus est, dans la presse de Londres de la fin d'août dernier et spécialement dans le « Sunday Illustrated » on émettait l'avis que la garde de Constantinople et des détroits devrait être confiée au roi Constantin de manière permanente. La presse hellénique, ivre de joie, fit alors un écho triomphal à la proposition de Londres. Malheureusement pour

“

**M. Lloyd George
a créé un roi
de Babylone, qui
ne lui coûtera
qu'une mensualité
de fonctionnaire
britannique,
un roi à ses gages,
à la couronne
duquel il voudrait
bien donner la
Mésopotamie
tout entière, avec
Mossoul et Bagdad.
Il a choisi le bédouin
Faissal [...] l'ennemi
patenté de la France »**

Monseigneur Charles Lagier

arabe. C'est plutôt à ses deux fils, Abdallah et Fayçal, que furent respectivement proposés les deux trônes de la Transjordanie et de l'Irak. Par ce faire, la Grande-Bretagne estimait remplir sa promesse, et avait une marge de manœuvre pour traiter d'autres dossiers cuisants, dont celui de la création d'un foyer national pour les juifs (déclaration de Balfour, 1917).

Le texte révèle la tension importante qui existait entre les deux partenaires de l'accord Sykes-Picot, et la rivalité qui les opposait pour la domination des anciens territoires ottomans. Il fait surtout montre des ressentiments à l'égard de Fayçal qui

avait été proclamé roi de l'éphémère Royaume arabe de Syrie (8 mars – 25 juillet 1920), contre la volonté de la France, puissance mandataire depuis le Traité de Sèvres (25 avril 1920). La mention des « mains teintes du sang de plusieurs de nos officiers assassinés dans des embuscades » fait référence à des événements militaires qui opposèrent nationalistes arabes et Français et qui culminèrent à la bataille de Maysaloun (24 juillet 1920), laquelle marqua en un jour la victoire de l'Armée française du Levant contre les forces de Fayçal.

Antoine Fleyfel